

Élections professionnelles du 29 novembre au 6 décembre 2018 Comité Technique Ministériel

On nous rebat les oreilles depuis tant d'années avec des

"On ne laissera pas faire!"

"On a obtenu..." "On négocie..."

"On a été reçu en audience..."

...Et tout ça pour quoi ?!

CASSE DU MÉTIER

PROFESSIONS DÉVALORISÉES

CONDITIONS DE TRAVAIL DÉGRADÉES

DÉCOURAGEMENT ET RÉSIGNATION DES PERSONNELS

INSTITUTION TRAHISSANT SES PROPRES VALEURS

ABSTENTION RECORD AUX ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES...

Voilà le désastreux bilan de décennies de réformes insensées !

Mais c'est aussi le bilan de SYNDICATS IMPUISSANTS,
sourds aux aspirations les plus profondes comme aux
revendications les plus élémentaires d'une profession

qu'ILS N'ONT PAS SU DÉFENDRE

avec CLARTÉ, CONVICTION ET EFFICACITÉ !

Il est désormais vital
de faire évoluer
cette situation ! **VOTEZ**



Remettons la politique éducative sur la voie du bon sens,

Reprenons en main la défense de nos métiers
et d'une école républicaine digne de ce nom

FAISONS LE PARI DE L'INTELLIGENCE !

POUR DES AGENTS RESPECTÉS ET CONVENABLEMENT RÉMUNÉRÉS

En 1990, un enseignant au 7^{ème} échelon de la classe normale gagnait trois fois le smic. En 2018 il n'atteint même pas le double !

Le gel du point d'indice, tout comme sa dérisoire augmentation, ont conduit à une situation

désastreuse qui place le salaire des enseignants de France parmi les plus bas d'Europe, après le Portugal.

Tous les métiers de l'éducation sont concernés : les agents de l'E.N. gagnent seulement 72% du salaire des actifs ayant un diplôme équivalent.

Le ministre actuel élude le sujet et nous paye de mots, quand il ne s'agit pas de musique !

De qui se moque-t-on ?!

Qui accepterait d'être si qualifié...

...et si mal payé ?!

ACTION & DÉMOCRATIE RÉCLAME

- Une revalorisation réelle et immédiate par augmentation du nombre de points d'indice à hauteur de 20% par échelon.
- La création d'échelons supplémentaires accessibles à tous en fin de grade.
- Des services tenant compte de la charge réelle de travail alourdie par la multiplication insidieuse et insensée des tâches.
- La participation de l'employeur à une mutuelle librement choisie.

PARCE QUE L'ÉDUCATION N'EST PAS UN « SERVICE » MAIS UNE INSTITUTION

La crise de l'école, dont celle du recrutement est le symptôme irrécusable, est d'abord une crise des valeurs.

Sous l'influence de militants bénéficiant de la complaisance de ministres de passage, l'institution a été dénaturée et défigurée. Une même « politique éducative » démagogique, promettant à tous une « réussite » totalement déconnectée du travail

et de l'effort, n'a fait que creuser les inégalités qu'elle prétendait combattre et détériorer le fonctionnement de l'institution à tous les échelons.

Il faut revenir au bon sens pédagogique, exiger que chacun reste à sa place et cesser de flatter inconsidérément ceux qu'on appelle à tort des « usagers ».

ACTION & DÉMOCRATIE RÉCLAME

- Un retour à des diplômes crédibles, avec des épreuves finales anonymes, l'arrêt du contrôle continu et du contrôle par compétences.

- Le rétablissement du redoublement parmi les mesures permettant aux élèves ayant des difficultés de ne pas les accumuler, car telle est la seule véritable cause de l'échec scolaire.

- L'abrogation de la réforme du collège et une refonte complète du collège unique.

- La priorité à l'acquisition des bases dans une école primaire enfin délivrée des lubies pédagogistes autant que du leurre du « numérisme ».

POUR ÊTRE UNE FORCE DE PROPOSITION DANS UN DIALOGUE SOCIAL RENOUVELÉ

La plupart des agents de l'éducation nationale, personnels enseignants aussi bien que personnels administratifs, sont des cadres. Ils doivent être non seulement rémunérés, mais aussi traités et employés comme tels.

Action & Démocratie veut redonner au dialogue social tout son sens et refuse que le rôle d'un syndicat se borne à prendre connaissance des projets du ministère, que ce soit pour les approuver ou pour s'y opposer, cette dernière posture ayant fait la preuve de son inefficacité.

Pour que la profession soit entendue, il faut d'abord qu'elle soit écoutée !

ACTION & DÉMOCRATIE RÉCLAME

- Une réforme complète du fonctionnement et de la composition du Conseil supérieur de l'éducation, pour en faire le « parlement de l'éducation » et y restaurer l'autorité morale et intellectuelle des professeurs.

- Une répartition plus équitable des moyens de fonctionnement attribués par l'Etat aux syndicats, afin de permettre le pluralisme, aussi vital pour le dialogue social que le débat pour la vie démocratique.

Ensemble, il est temps d'agir pour...

faire entendre la parole de ceux qui font l'école !

construire un syndicalisme différent et vraiment indépendant !

tourner le dos aux postures syndicales inefficaces !

mettre vraiment fin à la destruction de l'éducation nationale !

rétablir l'autorité et la dignité de la profession !



Action & Démocratie